Document generated on 05/08/2025 3:03 a.m.

Bulletin d'histoire politique

Dans ce numéro

Volume 5, Number 1, Fall 1996

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1063579ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1063579ar

See table of contents

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (print)
1929-7653 (digital)

Explore this journal

Cite this document

(1996). Dans ce numéro. *Bulletin d'histoire politique*, *5*(1), 9–10.
https://doi.org/10.7202/1063579ar

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1996

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Dans ce numéro

«Il faut que la discussion soit un moyen d'éprouver ses idées et non pas de les défendre», écrivait Louis Lavelle dans ses *Carnets de guerre 1915-1918*. C'est dans cet esprit que s'ouvre notre dossier avec «Histoire d'exister» de Josée Legault, un texte qui a paru d'abord le 17 juillet dernier dans la chronique qu'elle tient au Devoir, et qui sert ici de coup d'envoi ; il se ferme sur un texte de Béatrice Richard, dont une première version paraîssait dans le *Le Devoir* des 24 et 25 août 1996 : un essai parfaitement roboratif en ces temps de complaisance, où la devise laisser aller, laisser faire, offrant ces deux piliers à la régression sociale, définit le statu quo feutré qu'entretiennent des élites allergiques aux convictions fermes. Micheline Dumont et Bernard Dionne décrivent les effets de l'amnésie qui a frappé l'enseignement de l'histoire dans nos écoles et dans nos collèges depuis la «révolution tranquille», et démontrent en même temps que l'histoire n'a pas cessé d'être enseignée, en dépit des tergiversations et des inconséquences des divers gouvernements au fil des ans.

Pour sa part, Éric Bédard, en repérant les étapes du débat sur l'enseignement de l'histoire au sein du Parti québécois, explique ce que serait le contenu d'une histoire nationale dépouillée de toute interprétation nationaliste étroite.

Dans leur commentaire du rapport Lacoursière, Jack Jedwab et Marc Anderson haussent le débat à son niveau politique et rendent explicite ce que les auteurs du rapport Lacoursière ont pudiquement voilé de ces clichés qui n'imposent aucun effort pour analyser le contexte dans lequel l'histoire est enseignée ; en effet, soulignent-ils, «selon son option politique, on choisira de fonder son interprétation sur les deux siècles d'histoire depuis la Conquête, ou encore sur les 129 ans d'histoire de la Confédération», question qui mériterait un jour d'être traitée à fond.

François Lemieux résume le point de vue de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, pour qui «l'acquisition d'une culture et d'une conscience historiques constituent des conditions déterminantes de l'accession éminnemment souhaitable du plus grand nombre possible d'individus à une citoyenneté responsable». Enfin, l'essayiste Jean-Marc Léger stigmatise l'amnésie propre au rapport Lacoursière qui conduit ses auteurs à éviter ou à con-

tourner le fait français en Amérique : «on peut se demander, écrit l'auteur, s'il a jamais existé telle chose que l'Amérique française et la Nouvelle-France, dont les noms même ont quasiment disparu, tout comme la mention de la «Conquête», qui doit cesser, paraît-il, d'être un repère majeur et un événement capital de notre histoire». Au-delà du consensus sur l'urgence d'augmenter le nombre d'heures consacrées à l'enseignement de l'histoire, nous avons voulu relancer le débat sur le contenu des programmes d'histoire.

Dans la section titrée «Débat», Bruno Roy, écrivain et président du Comité des orphelins et des orphelines institutionnalisés de Duplessis, interpelle les historiens: pourquoi ne dit-on pas la vérité sur la condition de ces enfants considérés comme des arriérés mentaux à l'époque de Duplessis? Dans un texte récent, paru dans *Le Devoir* (15 août 1996), il dénonçait ce «climat d'obstruction qui, historiquement, au plan relgieux, politique et médical, a marqué et marque toujours le dossier des orphelins de Duplessis». Deux livres sont en cause ici, d'abord celui de Bruno Roy (*Mémoire d'asile*, Boréal, 1994) et celui de Marie-Paule Malouin (*L'univers des enfants en difficulté*, Bellarmin, 1996), ouvrage commandité par la Conférence religieuse canadienne.

«Pourquoi a-t-on admis des orphelins sains d'esprit dans des asiles?, demande Bruno Roy. Tel est, selon lui, l'enjeu du débat actuel. Au plan de l'histoire, peut-il y avoir une réponse à cette question?» Nous croyons que oui. Et c'est pourquoi nous publions à sa suite le texte de Gaston Desjardins, «Sexualité et mémoire collective au Québec», qui offre des clés pour expliquer certains comportements refoulés ou condamnés à l'oubli. Car il faut bien l'avouer, l'examen de la période duplessiste donne souvent naissance à des commentaires embarassés, résultant d'une forme d'organisation inconsciente de l'oubli. C'est peut-être ce qui explique pourquoi des événements de cette période sont traités comme des faits divers, alors qu'ils révèlent au contraire des pratiques honteuses, fort répandues, que seules, en fin de compte les victimes peuvent démontrer, parce qu'elles en portent encore les stigmates dans leur chair et dans leur esprit.

En décrivant les fonds qu'offre aux chercheurs le Service historique de la Défense nationale, dans la section «Archives», Serge Bernier laisse entrevoir «l'immensité des sols encore en friche dans notre histoire militaire», entre autres les collections biographiques, en particulier la collection des fonds d'officiers de langue française.

Suivent les recensions, les nouvelles de l'Association, les communiqués et les conférences des lundis d'histoire politique.